

le sens où il doit refluer à l'intérieur de ses frontières. C'est le camp socialiste qui le contraindrait à ce repli. Reculer en France et ailleurs pour avancer chez lui. De bons rapports avec les pays socialistes l'emporteraient sur les risques d'un P.C. participant au pouvoir en France, du moment que la conquête aurait été légale. Les partenaires sont soumis aux règles du jeu. Porter atteinte à ces règles mettrait en cause l'existence même du jeu. L'Amérique aurait besoin du communisme, aussi paradoxal que cela puisse paraître. En perte de vitesse face à leurs concurrents du monde capitaliste, les États-Unis doivent réagir. La raison de ce déclin paraît simple: l'Amérique assume presque seule le fardeau de la course aux armements. Il en est de même de l'URSS. Une part importante de l'économie est consacrée à ce secteur improductif. Maintenant on tient moins à poursuivre cette course qu'à établir la parité. A ce niveau l'adversaire devient l'allié, et l'allié l'adversaire. Cette parité ne doit plus les opposer, mais les unir contre leurs alliés, renforcer leur hégémonie respective. Chacun est partisan de la sauvegarde du leadership de l'autre dans son camp. Ceci est valable pour éviter, ou du moins contrôler, la dissémination des armes nucléaires.

La concurrence commerciale de l'Europe occidentale et du Japon entame la suprématie économique des États-Unis et il y a des regroupements dirigés avant tout contre les États-Unis. Le meilleur exemple est évidemment le Marché commun. Le marché à l'Est semble riche en promesses et constitue un réservoir presque inépuisable de matières premières. Pourquoi l'Amérique ne serait-elle pas tentée de se tourner vers l'URSS, pour raffermir ses positions vis-à-vis de ses concurrents occidentaux? D'un autre côté, une Europe débarrassée de l'étreinte américaine ne déplairait pas au PCF. L'Amérique trouverait davantage son profit à avoir comme partenaire économique les pays socialistes. Entre les deux économies, le socialisme est sûr d'être gagnant. Des conséquences extraéconomiques, militaires, en découleraient. Les blocs militaires et les bases étrangères auraient de moins en moins leur raison d'être. Pourquoi les Américains s'accrocheraient-ils à ces dépenses onéreuses, s'ils ont devant eux une URSS décidée à être un partenaire économique loyal et pacifique?

Les Américains se croiraient alors en mesure de reconquérir leurs positions de l'après-guerre en Europe occidentale. Mais l'attraction sera plus forte du côté des pays de l'Europe de l'Est, et de toute façon l'Europe occidentale (et le Marché

commun le démontre assez bien) verra à protéger ses marchés. Du côté de Brejnev et Marchais, le ton est donc à l'optimisme, un optimisme débordant. L'adversaire peut être vaincu sans que le coût soit trop élevé. Le prolétariat peut utiliser les instruments politiques de la bourgeoisie. Les méthodes de lutte se confondent avec celles de la bourgeoisie libérale. L'Union soviétique et les pays socialistes feraient le reste. Le grand ennemi avait été jusqu'ici l'impérialisme américain accusé de maintenir sa tutelle sur la France. Bientôt, grâce à la politique soviétique de coexistence pacifique (ainsi que nous l'avons vu), les États-Unis se verraient offrir davantage de possibilités d'accommodement avec l'URSS qu'avec ses principaux rivaux occidentaux, parmi lesquels se range la France. C'est surtout vrai pour la bourgeoisie française dont le ressentiment à l'égard du monde anglo-saxon est particulièrement vif.

Le PCF a des obligations à remplir en tant que partie intégrante du monde communiste. Solidaire de l'État soviétique, il donne lui aussi des gages et des assurances aux Américains. Il leur montre d'abord que l'heure de la révolution n'a pas sonné en France et que de toute façon un changement fondamental ne porterait pas ombrage à l'impérialisme américain. Surtout il n'est pas question de révolution dans les relations internationales, ni même chez lui. L'insurrection armée est considérée comme une violation des règles de la coexistence pacifique entre les deux Grands. Les revendications sont refrénées et désamorçées de tout contenu explosif. Les formules telles que la dictature du prolétariat ne sont plus de mise. De tels slogans sont jugés comme des provocations vis-à-vis de la politique de détente. Il faut le souligner: les objectifs ultimes du communisme ne sont pas reniés, mais remis à plus tard. En attendant, il ne faut même pas en parler. En échange de leur respectabilité, de leur modération, les Américains pourraient leur reconnaître une certaine légitimité, les tolérer tant qu'ils renieraient leur qualité de communistes. Pour cela les communistes sont partisans d'une alliance avec toutes les forces de gauche et prônent un vaste rassemblement antimonopolistique. C'est en quelque sorte se camoufler à l'intérieur d'un large front uni. La politique de détente se traduit en France par une stratégie de dissimulation⁴. Le P.C. se crée une nouvelle image, donne une impression de changement, d'évolution; mais plus il change, plus il est pareil.

⁴ Michel Jouet. *Le socialisme se porte bien*, Éditions sociales, 1974, pp. 116-117.